



HAL
open science

La France : une République désintégrée

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. La France : une République désintégrée : Note de recherche. Le Baromètre de la confiance politique / Vague 12. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2021, pp.10. hal-03613536

HAL Id: hal-03613536

<https://sciencespo.hal.science/hal-03613536>

Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

LA FRANCE : UNE RÉPUBLIQUE DÉSINTÉGRÉE

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

L'une des grandes questions qui dominent le débat politique en France est celui de l'avenir du modèle républicain. Hérité de la Révolution, réinvesti dans une optique libérale sous la III^e République, ce modèle implique une citoyenneté homogène permettant à la souveraineté nationale de s'exprimer et d'agir dans le cadre d'une certaine unité autour de valeurs fondamentales comme l'égalité en droits, la laïcité, la scientificité du débat démocratique qui doit s'exercer en raison. Ce modèle est fortement remis en cause par les questions que suscitent aussi bien l'immigration, le retour du débat religieux que le racisme ou l'existence de minorités ethniques ou sociales qui souffriraient d'une relégation. On peut y ajouter la méfiance que suscitent la science et ses applications technologiques. En bref, l'idéal républicain à la Jules Ferry est aujourd'hui fortement critiqué pour avoir généré bien des zones d'ombre inégalitaires, cachant des rapports de force historiques et sociaux, voire un ethnocentrisme fort peu universel mais constitutif du ciment national. À ce modèle, on a opposé depuis longtemps le modèle « communautaire » à l'anglo-saxonne, mettant en avant non pas l'unité mais la diversité des sous-groupes de citoyens qui restent liés par un contrat sociopolitique impliquant la reconnaissance de la différence des autres. Le modèle communautaire serait ainsi plus respectueux des cultures et des religions d'origine, permettrait une harmonie sociale plus grande qu'une unité de façade célébrée tous les 14 juillet au son de la fanfare municipale¹. L'idée de nation républicaine et mono-culturelle se voit confrontée à celle de nation diversifiée et multiculturelle. Au-delà des pétitions de principes et des discours normatifs, le Baromètre de la confiance politique, vague 12, a permis de connaître le regard que les Français portaient sur leur propre pays et de mesurer si les enquêtés se reconnaissaient dans le discours mémoriel de la nation ou bien sur d'autres registres qui ne sont pas nécessairement communautaires.

1.

Pour une synthèse de débats très nourris : Dominique Schnapper, « La république face aux communautarismes », *Études*, 2004 (2), 400, p. 177-188.

Une nation désunie

Une première question consiste à demander aux enquêtés s'ils considèrent que leur pays « est une nation assez unie malgré ses différences » ou bien « un ensemble de communautés qui cohabitent les unes avec les autres ».

2.

On arrondit ici les chiffres ce qui explique que le total ne fasse pas 100%.

La première option ne réunit que 42% des réponses alors que la seconde en recueille 53% alors que 4% des enquêtés ne savent pas quoi répondre². On est donc loin d'une vision commune concernant le tissu sociopolitique français.

La distribution de ces réponses ne suit pas une logique géographique. Quelle que soit la taille des communes ou leur situation, les réponses ne varient guère. La représentation nationale unitaire obtient ainsi 41,5% des réponses dans les communes rurales contre 42,7% dans l'agglomération parisienne. De la même façon, la répartition des réponses par grandes régions ne montre pas de véritable variation des réponses sauf dans l'Est (Lorraine, Alsace, Franche-Comté) où cette représentation est la moins fréquente (36%) tout comme dans les Bassins parisiens Est et Ouest (respectivement 37% et 39%) alors qu'elle gagne un peu de terrain dans l'Ouest (Pays-de-la-Loire, Bretagne, Poitou-Charentes) à 48%.

La distribution des réponses ne suit pas non plus la répartition des convictions religieuses des enquêtés : la représentation communautaire est ainsi de 53% chez les catholiques, de 51% chez les musulmans, de 54% chez les sans religion. L'introduction de la pratique religieuse et de son intensité ne modifie pas ces résultats mais les confirme bien au contraire. C'est ainsi que la représentation communautaire descend chez les catholiques pratiquants réguliers à 40% alors qu'elle remonte chez les catholiques pratiquants occasionnels ou non pratiquants à 54%. Il en va de même avec les musulmans où la représentation communautaire n'est partagée que par 47% des musulmans pratiquants (N=51)³. Le sentiment d'appartenir à une minorité ethnique⁴ crée une propension plus faible à choisir la représentation de la nation unie (30% contre 44% qui estiment ne pas appartenir à une minorité ethnique). Une analyse de régression montre néanmoins que ce sentiment d'appartenance ethnique arrive derrière l'appartenance sociale ou la tranche d'âge pour expliquer le choix entre les deux représentations de la France.

Une première ligne de fracture tient en effet à la position sociale des enquêtés, la représentation nationale devenant plus fréquente à mesure que l'on monte dans les strates sociales. Cette stratification a pu être calculée de deux manières. La première est de regrouper en trois grandes catégories les activités socioprofessionnelles des enquêtés, ce qui pose parfois une difficulté de classement pour les inactifs (personnes au foyer, étudiants) ou des catégories sociales assez large comme les agriculteurs exploitants. Une seconde est de poser la question de savoir comment l'enquêté se situe socialement sur une échelle de 0 à 10. Le classement objectif et le classement subjectif se rejoignent néanmoins. Dans le premier cas, les membres des catégories populaires défendent la représentation nationale à hauteur de 37% contre 46% des catégories moyennes et 52% des catégories supérieures⁵. Dans le second cas, on voit qu'il existe une fracture bien plus franche entre les catégories les plus modestes et les autres. Pour ce faire, on a codé l'échelle de 0 à 10 en cinq catégories. La catégorie populaire va de 0 à 2, la catégorie moyenne inférieure de 3 à 4, la catégorie moyenne est représentée par la note 5, la catégorie moyenne supérieure va de 6 à 7 et la catégorie supérieure de 8 à 10.

3.

La faible quantité des effectifs ne permet pas d'aller plus loin dans la catégorisation de la pratique religieuse.

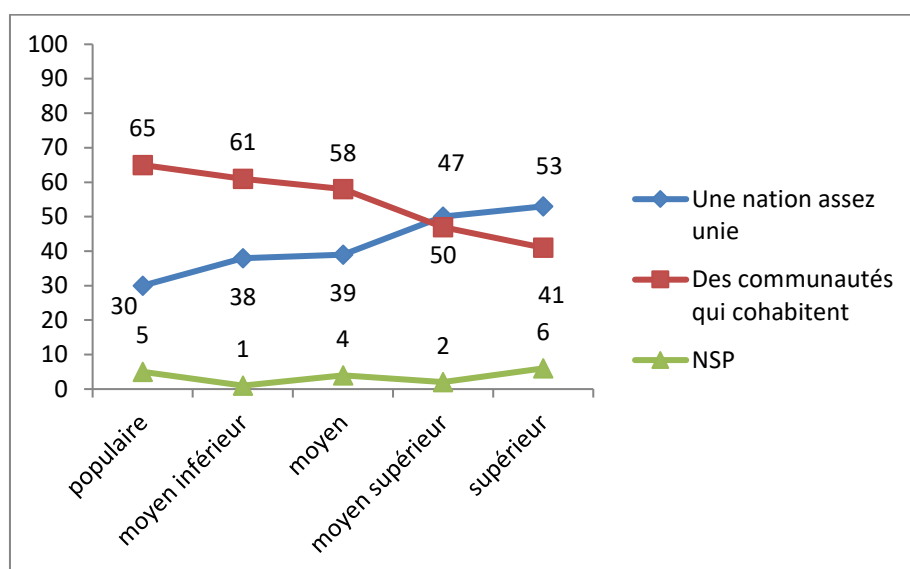
4.

On a choisi de poser la question du ressenti d'appartenance ethnique, ce qui permet d'éviter une catégorisation objective et d'intégrer en même temps la dimension personnelle de la relation aux autres qui joue dans la perception d'une différence.

5.

Voir l'annexe ci-après.

Graphique 1 : Les représentations de la France selon la catégorie sociale subjective (%)



Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 12, février 2021

Contrairement à ce que l'on pourrait penser *a priori*, ces représentations ne changent guère selon le niveau de diplôme au moins en-dessous du niveau mastère. Ce n'est qu'à partir de ce niveau que la proportion d'enquêtés choisissant la représentation nationale augmente pour atteindre la moitié des répondants alors que cette proportion passe à 58% chez les titulaires d'un diplôme de grande école ou d'un doctorat.

À ce titre, la mobilité sociale mesurée de manière subjective par l'écart social que l'enquêté estime avoir créé ou pas avec ses parents lorsqu'ils avaient le même âge produit des effets statistiques sans que ceux-ci soient très importants. La proportion de ceux qui partagent la représentation nationale passe ainsi de 36% pour ceux qui estiment avoir une situation sociale inférieure à celle de leurs parents à 43% lorsque cette situation est jugée égale puis à 49% lorsqu'elle est estimée supérieure.

La répartition selon l'âge des répondants ne montre pas de variation linéaire. Seuls deux groupes se distinguent : les plus jeunes (18-24 ans) se caractérisent par le taux le plus faible de réponses en faveur de la représentation nationale (30%) mais aussi par la proportion la plus importante de « je ne sais pas » (13%) alors que les plus âgés (65 ans et plus) se caractérisent au contraire par le taux le plus important en faveur de cette représentation (52%), les tranches d'âges intermédiaires se situant autour de la distribution moyenne.

Une analyse sociologique simple des représentations de l'unité nationale ou de la fragmentation communautaire, qui partirait des seules ressources sociales ou des caractéristiques sociodémographiques, semble donc bien limitée. À niveau de diplôme ou de qualification égal, on enregistre en effet des variations dans les réponses apportées par les enquêtés selon leur secteur d'activité. Par exemple, la représentation nationale varie de 47% chez les cadres du privé à 57% chez les cadres du public, où l'on trouve une part importante d'enseignants. En revanche, c'est l'inverse chez les employés : 38% chez les employés du privé contre 32% chez les employés du public. Les diverses expériences pratiques de la société civile produisent des réponses différentes. On voit ainsi que la représentation nationale est partagée par 48% de tous les fonctionnaires mais par 35% seulement des agents des entreprises publiques.

Un regard culturel et politique

6.

Sur la base des propositions : il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires ; les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ; pour faire face aux difficultés économiques, il faut que l'État fasse confiance aux entreprises.

7.

Sur la base des propositions : il faudrait rétablir la peine de mort ; la procréation médicalement assistée (PMA) est une bonne chose pour les femmes seules ou homosexuelles ; il y a trop d'immigrés en France.

8.

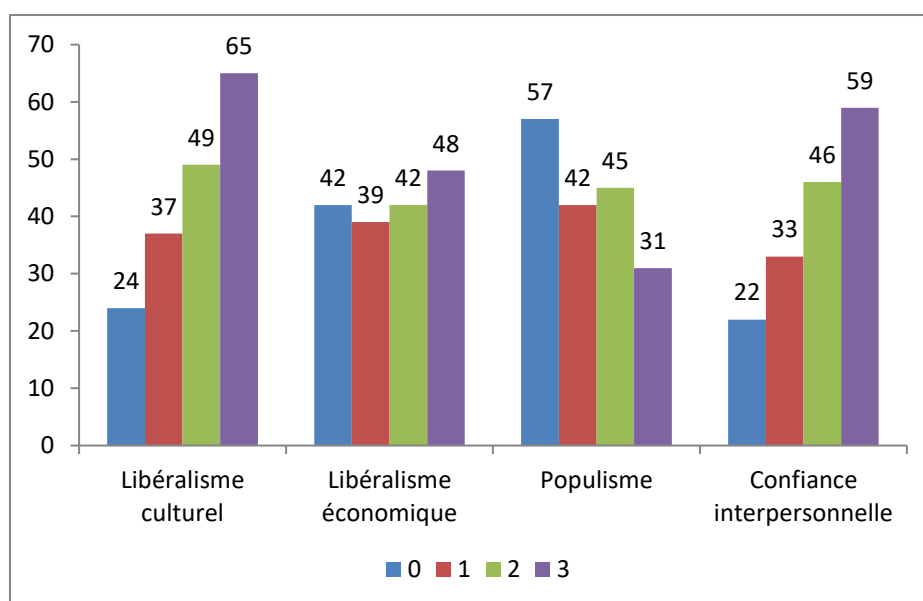
Sur la base des propositions : en règle générale, les élu(e)s et les dirigeant(e)s politiques français sont plutôt corrompu(e)s ; c'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes ; je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel.

9.

Sur la base du niveau de confiance accordé aux voisins ; aux gens rencontrés pour la première ; aux gens d'une autre nationalité en général.

Quels sont alors les facteurs qui jouent le plus statistiquement sur ces représentations ? Il faut prendre en considération les valeurs. Pour ce faire, on a construit plusieurs indices qui reposent tous sur les réponses à trois questions, qui constituent bien des échelles statistiques mesurant des dimensions homogènes, et qui vont donc tous de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives. On dispose d'un indice de libéralisme économique⁶, d'un indice de libéralisme culturel⁷, d'un indice de populisme⁸ et d'un indice de confiance interpersonnelle⁹. Comme le montre le graphique 2, le niveau de libéralisme économique ne joue pas beaucoup sur la représentation de la France comme « nation assez unie » alors que le niveau de populisme ne joue qu'à ses deux valeurs extrêmes. En revanche, la progression est linéaire sur l'indice de libéralisme culturel et sur le niveau de confiance interpersonnelle. Une analyse de régression intégrant l'ensemble de ces indices et des variables de contrôle sociodémographiques montre que ce sont ces deux facteurs qui jouent toujours le plus, et dans cet ordre hiérarchique, sur les variations statistiques enregistrées dans les réponses.

Graphique 2 : La représentation de la France comme « nation assez unie » par indice de valeurs (%)



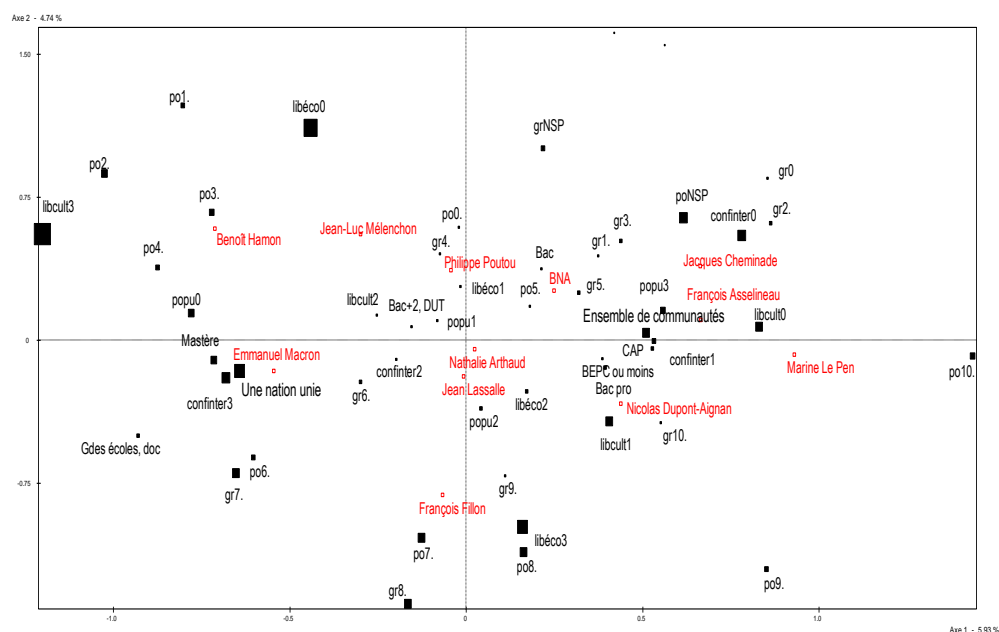
Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 12, février 2021

Lecture : les enquêtés se situant au niveau 3 (maximum) de l'indice de libéralisme culturel partagent à 65% la représentation de la France comme « nation assez unie », alors que ceux qui se situent au niveau 3 de populisme ne sont que 31% à penser de même.

Autrement dit, les représentations nationales ou communautaires de la France dépendent bien plus de variables culturelles et politiques que de variables sociales *stricto sensu*. On peut d'ailleurs faire un test à partir des catégories populaires selon leur niveau de libéralisme culturel et de confiance interpersonnelle. Parmi ces catégories, la représentation nationale passe de 19% à 67% en fonction du niveau de libéralisme culturel et de 26% à 53% en fonction du niveau de confiance interpersonnelle.

C'est ici que l'on retrouve le clivage gauche-droite. Une analyse factorielle met bien en évidence les univers culturels et politique entourant chaque représentation, univers qui ne s'appuient pas sur une base sociale bien délimitée mais bien plutôt sur une tolérance plus ou moins grande aux autres. La thèse de la nation unie que l'on trouve à gauche du plan autour de l'électorat d'Emmanuel Macron en 2017 mais également de Jean-Luc Mélenchon réunit des enquêtés se situant à gauche de l'échelle gauche-droite (po1 à po4) à fort libéralisme culturel (libcult3), à forte confiance interpersonnelle (confinter3), à faible populisme (popu0) sans que des corrélations sociales apparaissent avec le groupe social subjectif (marqué par le symbole [gr] et allant de 0 à 10 selon la place estimée dans la hiérarchie). À droite du plan on retrouve la thèse des communautés qui cohabitent avec des valeurs de fort populisme, de faible confiance interpersonnelle et de faible libéralisme culturel, d'orientation politique de droite (po9 et po10) correspondant à des votes en faveur de Marine Le Pen ou Nicolas Dupont-Aignan lesquels correspondent à des sociologies d'électeurs différentes. Au sud du plan, on remarque l'électorat de François Fillon, fortement à droite (po7 et po8), fortement libéral sur le plan économique (libéco3) et réunissant des groupes sociaux élevés (gr8 et gr 9) mais à équidistance des deux représentations de la France.

Graphique 3 : Les univers sociaux des représentations de la France



Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 12, février 2021

Les divisions de l'espace politique français

Cette première analyse est confirmée par le croisement entre les représentations de la France et la proximité partisane en février 2021. On retrouve alors toutes les différences au sein de la gauche mais aussi au sein de la droite. À gauche, par exemple, les enquêtés se disant proches ou les moins éloignés du PCF partagent la représentation nationale à 57% alors que cette proportion descend à 45% parmi les enquêtés proches de LFI, remonte à 61% parmi les enquêtés proches du PS et se situe à 57%, parmi les enquêtés proches

de EELV. On note également de vraies différences au sein de la droite et du centre et même au sein du centre lui-même. C'est ainsi que la représentation nationale est défendue par 67% des enquêtés proches de LREM par 72% de ceux proches du MoDem mais bien moins par ceux proches de l'UDI (52%). À droite, l'idée d'une nation unie est bien moins souvent évoquée : par 39% des enquêtés proches de LR, par 31% de ceux qui sont proches de Debout la France ! et par 22% de ceux proches du RN. Parmi celles et ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti politique, et qui constituent tout de même un tiers de l'échantillon, la représentation de la France comme nation unie reste minoritaire (35%), ce qui ne fait que confirmer le tropisme anémique de ce sous-groupe.

Ces divisions se retrouvent également lorsqu'on mesure le niveau de populisme ou bien le niveau de confiance dans les institutions politiques. Pour la clarté de l'exposé, on a dichotomisé l'indice de populisme ainsi qu'un indice mesurant la confiance dans une batterie d'institutions politiques¹⁰. Comme le montre le tableau 1, les sensibilités politiques sont divisées mais les lignes de clivage ne se superposent pas, ce qui va nécessairement produire bien des difficultés d'entente dans la perspective de la présidentielle de 2022. Par exemple, à droite, le niveau de confiance élevée dans les institutions politiques commence sérieusement à baisser dès qu'on interroge des enquêtés proches de LR alors que le niveau de populisme, qui montre aussi l'état de la critique à l'égard de la démocratie représentative, ne grimpe qu'avec les enquêtés proches du RN et que la représentation de la France comme nation unie devient bien plus rare dès que l'on passe de LREM à l'UDI. À gauche, on voit à quel point les sensibilités proches du PS sont isolées tout en se rapprochant de l'univers politique de EELV.

10.

Confiance (tout à fait et plutôt confiance) dans le conseil municipal, dans le conseil départemental, dans le conseil régional, dans l'Assemblée nationale, le Sénat, le gouvernement et l'institution présidentielle.

Tableau 1 : La confiance élevée dans les institutions politiques, le niveau élevé de populisme et la représentation de la France comme nation unie par proximité partisane (%)

	PCF	LFI	PS	EELV	MoDem	LREM	UDI	LR	RN	Aucun	Moyenne
Confiance dans les institutions politiques	46	39	54	48	67	88	62	54	22	30	43
Populisme élevé	71	75	48	57	36	24	32	43	78	57	55
La France comme nation unie	57	45	61	57	72	67	52	39	22	35	42

Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 12, février 2021

Note : la moyenne est celle de l'ensemble de l'échantillon. On ne mentionne que les formations politiques pour lesquelles on dispose d'effectifs suffisants.

La nation, les communautés et l'anomie

Le débat politique français ne s'inscrit pas seulement dans l'alternative entre une République s'appuyant sur une nation unie ou bien sur une démocratie composée de communautés. Pour que cette alternative épuise toutes les perspectives d'évolution du régime politique, il faudrait encore que les Français s'y reconnaissent. Or des enquêtes précédentes ont montré qu'une part non négligeable des Français ne s'attachait ni à la notion de nation ni à celle de communauté¹¹. On a donc posé la question suivante : « Avez-vous le sentiment d'appartenir *avant tout* à la communauté nationale, à une communauté de personnes qui partagent vos valeurs (religieuses ou autres), à une communauté de personnes qui parlent la même langue que vous ou qui ont les mêmes

11.

Luc Rouban, « La démocratie en mode privatif ou l'envers du populisme » dans Piero Ignazi et Dominique Reynié (dir.), *La vie politique, pour Pascal Perrineau*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p. 205-2016.

origines géographiques que vous, à une communauté de personnes qui partagent les mêmes goûts, le même mode de vie ou bien avez-vous le sentiment de n'appartenir à aucune communauté ? ».

En moyenne, 25% des enquêtés répondent qu'ils ont le sentiment d'appartenir en priorité à la communauté nationale, 11% à une communauté linguistique ou géographique, 9% à une communauté de modes de vie, 8% à une communauté de valeurs partagées mais 45% répondent qu'ils n'ont pas le sentiment d'appartenir à une communauté quelconque.

Les facteurs sociodémographiques jouent ici un rôle essentiel. La première différence tient aux générations. Alors que 11% seulement des 18-24 ans estiment appartenir à la communauté nationale (mais 16% à une communauté de valeurs, 21% à une communauté de langue), cette proportion monte à 39% parmi les 65 ans et plus. En revanche, la proportion de ceux qui ne se reconnaissent dans aucune communauté est presque équivalente : 33% pour les plus jeunes, 39% pour les plus âgés. On remarque aussi que les enquêtés estimant appartenir à une minorité ethnique sont 16% à se reconnaître dans la communauté nationale (contre 26% parmi ceux qui ne pensent pas appartenir à une minorité ethnique), 22% dans une communauté de valeurs (contre 7%), 22% dans une communauté linguistique ou géographique (contre 10%), et 9% dans une communauté de goûts (contre 10%), alors que ceux qui disent n'appartenir à aucune communauté sont 26% (contre 47%).

Cette emprise de l'anomie est très clairement liée au statut social. Si l'on reprend le classement social subjectif donné par les enquêtés, on voit que la proportion d'anomiques disant n'appartenir à aucune communauté passe de 65% dans la catégorie populaire à 54% dans la catégorie moyenne-inférieure et dans la catégorie moyenne puis 34% dans la catégorie moyenne-supérieure pour finir à 25% dans la catégorie supérieure. Cette lecture est confirmée par le classement objectif des emplois : 54% dans la catégorie des emplois modestes, 44% dans la catégorie des emplois intermédiaires et 29% dans la catégorie des professions supérieures. On retrouve encore ce classement dans les diplômes, puisque l'on passe de 57% d'anomiques chez les titulaires d'un CAP à 31% chez les titulaires d'un mastère.

On peut contester cette analyse en termes d'anomie et estimer que le fait de ne pas exprimer une appartenance quelconque à une communauté serait plutôt le signe de l'individualisme et de l'autonomie sociale. On peut réaliser un test sur ce point en créant un indice d'autonomie sociale¹² qui va également de 0 à 3 et que l'on dichotomise ensuite entre enquêtés à fort degré d'autonomie sociale (69% en moyenne) et enquêtés à faible degré d'autonomie (31% en moyenne). Alors que les enquêtés répondant qu'ils appartiennent avant tout à la communauté nationale sont 82% à se situer dans le groupe à autonomie sociale forte, ceux que ne se reconnaissent dans aucune communauté ne sont que 63% à penser de même. Le sentiment de n'appartenir à aucune communauté révèle bien plus un isolement social qu'une capacité d'autonomie particulière, ce que confirment d'ailleurs les proximités partisans (tableau 2 ci-après) montrant que la proportion d'anomiques explose chez les enquêtés proches du RN ou déclarant n'être proches d'aucun parti.

Le regard sur la communauté politique française n'est pas le même en fonction du sentiment d'appartenance. Parmi ceux qui estiment appartenir à la communauté nationale, 68% pensent que la France reste une nation unie malgré tout. En revanche cette proportion tombe à 34% parmi ceux qui pensent appartenir à une communauté de valeurs, 33% parmi ceux qui mentionnent la communauté linguistique ou géographique, 43% parmi ceux qui évoquent une communauté de goûts ou de modes de vie et 34% parmi les anomiques.

12.

Sur la base des réponses positives aux affirmations : les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions ; les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie ; j'ai une liberté et un contrôle total sur mon propre avenir.

13.

Constitué des réponses à des propositions considérant comme positif le fait : d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ; que ce soient des experts et non un gouvernement qui décide ce qui leur semble le meilleur pour le pays ; que l'armée dirige le pays.

Les différents groupes ne se caractérisent pas par des variations dans le niveau de libéralisme économique ni dans le niveau de confiance interpersonnelle, sauf le groupe des anomiques où cette dernière est particulièrement basse (48% se situent dans le groupe à forte confiance contre 68% chez ceux qui mentionnent la communauté nationale et une moyenne de 56%). En revanche, on remarque, parmi ceux qui disent appartenir avant tout à la communauté nationale, moins de populisme, davantage de libéralisme culturel, une plus grande confiance dans les institutions politiques et moins d'attrait pour des formules politiques autoritaires. Si l'on constitue un indice d'autoritarisme¹³, et qu'on le dichotomise, on voit que 29% des enquêtés partagent un haut niveau d'autoritarisme. Cette proportion passe à 22% chez ceux qui estiment participer avant tout à la communauté nationale mais grimpe à 54% chez ceux qui mentionnent une communauté de valeurs, 43% une communauté linguistique ou géographique, passe à 36% chez ceux qui parlent de communauté de goûts ou de modes de vie puis à 26% chez les anomiques qui n'estiment appartenir à aucune communauté. Cette distribution des réponses semble indiquer que le fait de se reconnaître dans des communautés autres que la communauté nationale incite à prendre plus de distance avec la démocratie représentative au profit de solutions plus autoritaires.

Cette première analyse est confirmée par le fait que 32% de ceux qui mentionnent la communauté nationale contre 55% de ceux qui mentionnent une communauté de valeurs, 54% de ceux qui mentionnent une communauté linguistique ou géographique, 46% de ceux qui évoquent une communauté de goûts et 45% des anomiques sont d'accord avec la proposition « En démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ».

Comment ces différents groupes se distribuent-ils sur le plan politique ? Comme le montre le tableau 2, on retrouve bien évidemment la sociologie des différents électorats potentiels mais on observe aussi des décalages importants entre la mémoire de certains mouvements et les références des enquêtés qui estiment s'en approcher. Il en va ainsi notamment de la référence bien plus rare à la communauté nationale des enquêtés proches de LR que des enquêtés proches des mouvements centristes comme le MoDem, LREM ou l'UDI. On peut également constater que les enquêtés proches du RN sont les plus nombreux à se retrouver chez les anomiques avec ceux qui ne sont proches d'aucun parti mais le très faible score de la référence à la communauté nationale semble indiquer qu'il existe deux phénomènes convergents de critiques. L'un réunit des enquêtés qui, par leurs origines sociales ou leur engagement dans des luttes de nature internationale vont, surtout à gauche, se référer assez peu à la communauté nationale au profit de leurs valeurs alors que l'autre réunit des enquêtés qui semblent rejeter la notion de communauté nationale pourtant au cœur des doctrines des mouvements dont ils se sentent proches (LR, RN) car elle ne correspond plus à leurs valeurs et à leur idéal de nation. La référence à la communauté nationale est devenue le marqueur d'une bonne intégration sociale.

Tableau 2 : La nature des communautés à laquelle les enquêtés se sentent avant tout appartenir (%)

	PCF	LFI	PS	EELV	MoDem	LREM	UDI	LR	RN	Aucun	Moyenne
Com. nationale	7	25	28	26	45	46	50	32	15	20	25
Com. de valeurs	18	12	7	8	5	5	2	12	9	5	8
Com. d'origines	30	16	17	7	10	8	8	10	12	8	11
Com. de goûts	3	12	11	16	13	7	4	12	9	7	9
Aucune	40	35	37	43	27	34	36	35	54	58	45

Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 12, février 2021

Lecture : parmi les enquêtés se sentant proches de LREM, 46% estiment appartenir avant tout à la communauté nationale, 5% à une communauté de valeurs, 8% à une communauté linguistique ou géographique, 7% à une communauté de goûts ou de modes de vie et 34% à aucune communauté.

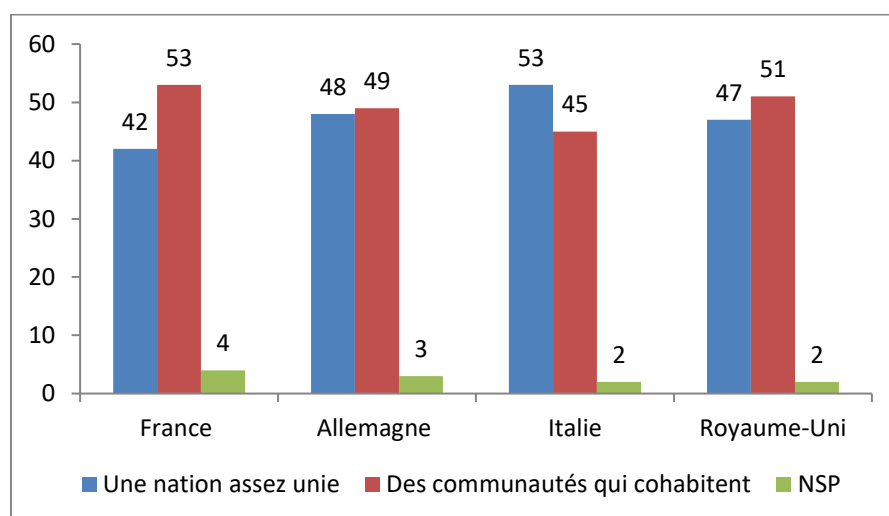
Que reste-t-il de la spécificité française ?

La vague 12 du Baromètre permet de comparer la situation de la France à celle de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. Faute de pouvoir développer ici tous les facteurs d'explication propres à chaque pays, on peut déjà donner une image au moins globale de ce qu'il reste de la spécificité républicaine française. La proportion d'enquêtés défendant la thèse de la nation assez unie malgré ses différences est de 48% en Allemagne, où l'appartenance prioritaire à la communauté nationale est mentionnée par 18% des enquêtés qui choisissent en revanche bien plus souvent qu'en France l'appartenance à une communauté linguistique ou géographique (27% en moyenne mais 32% chez les 18-24 ans contre 21% en France) et s'avèrent bien moins anomique (26% en moyenne mais 18% chez les 18-24 ans contre 33% en France).

C'est en Italie que l'on trouve la proportion la plus élevée d'enquêtés estimant que leur pays constitue une nation assez unie malgré ses différences (53%). C'est également en Italie que la communauté nationale est évoquée en priorité dans l'ordre des communautés de rattachement (36%), loin devant les résultats obtenus dans les trois autres pays. Cette appartenance prioritaire à la communauté nationale ne varie pas beaucoup selon la tranche d'âge et passe de 32% chez les 18-24 ans à 36% chez les 65 ans et plus. C'est toujours en Italie que la proportion d'anomiques est la plus faible (15% en moyenne et seulement 16% chez les 18-24 ans).

Au Royaume-Uni, la proportion d'enquêtés estimant que leur pays reste une nation assez unie est de 47% alors que la communauté nationale est mentionnée en priorité par 19% d'entre eux et que 18% font mention en priorité d'une communauté linguistique ou géographique. La proportion d'anomiques reste plus basse qu'en France (39% en moyenne et 34% chez les 18-24 ans soit au même niveau que la France). Il ne semble donc pas que le Brexit ait eu, du moins pour le moment, un effet sensible sur la cohésion nationale ou l'idée que l'on peut s'en faire.

Graphique 4 : La représentation du pays comme nation assez unie par pays (%)



Source : Luc Rouban, Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 12, février 2021

Des recherches complémentaires sont évidemment nécessaires pour mieux comprendre ces différences qui peuvent s'expliquer par le fait que l'Allemagne tout autant que l'Italie ou le Royaume-Uni connaissent soit une structure fédérale soit une structure fortement régionalisée qui ancrent les identités dans des communautés géographiques ou linguistiques. Il reste néanmoins que la proportion d'anomiques désigne toujours la France comme le pays malade de sa démocratie.

Annexe

La définition des catégories sociales :

Celles-ci sont définies de la manière suivante : la catégorie populaire comprend les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

La catégorie moyenne comprend : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens.

La catégorie supérieure comprend : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Les étudiants ont été écartés de la classification.

Les retraités ont été distribués dans les catégories en fonction de leur emploi antérieur.